

**En deux années,
la devise nationale s'est
dépréciée de presque 90 %.**

Bilal Jawich/Xinhua/Rea

Dans les entreprises, les universités, les écoles ou les hôpitaux, les Libanais doivent payer la plupart de leurs dépenses en espèces, voire en dollars, alors que la crise s'amplifie.

Beyrouth

De notre correspondante

À la caisse d'une supérette du quartier de Furn El-Chebbak, Bachir sort une liasse de livres libanaises de son sac à dos et compte minutieusement la somme requise pour payer ses courses de la semaine. « Trois jours pour réunir un million de livres (37,55 €, NDLR), et voilà », dit-il en tendant une dizaine de billets au caissier, qui n'accepte plus que du liquide. Tous les mois, Bachir rivalise de patience pour retirer son salaire d'employé auprès de sa banque car, faute de liquidités, l'établissement ne lui délivre plus les billets qu'au compte-gouttes. « Ils ne nous laissent pas le retirer en intégralité. Je ne l'ai pas volé, pourtant ! », lance-t-il, exaspéré.

Au Liban, la devise nationale est adossée au dollar depuis 1993. Alors que la livre s'est dépréciée de près de 90 % en deux ans, chèques et cartes bancaires n'ont plus la cote, car les Libanais n'ont plus accès librement à leurs dépôts en dollars depuis les restrictions draconiennes imposées par les banques en 2019 pour masquer leur insolvabilité. Le paiement cash – livres libanaises ou dollars de préférence – est devenu la norme, ce qui complique encore le quotidien des Libanais qui peinent à accéder à leur argent, en pleine crise économique aggravée. Le 30 mars, le père Charbel Batour, qui dirige le collège Notre-Dame-de-Jamhour, à Beyrouth, a dû demander aux parents d'ac-



Le Liban à l'ère du cash

repères

Un secteur bancaire sinistré

À son apogée, le secteur bancaire libanais représentait trois fois le PIB national, avec des dépôts totalisant plus de 150 milliards de dollars (138 milliards d'euros).

De 59 milliards de dollars en 2018 à 29,2 milliards de dollars fin 2021 (54 milliards d'euros à 27 milliards d'euros),

quitter les frais de scolarité en espèces. « Ils nous ont payés majoritairement en chèques ou par virement mais il ne s'agit plus que de sommes fictives, en banque de façon comptable, sans y être réellement », explique-t-il. Le collègue a ainsi perçu près de 15 milliards de livres (564 344 €) depuis le début de l'année scolaire, mais les banques exigent qu'il dépose des sommes équivalentes en argent « frais » pour y accéder. Un casse-tête pour le recteur, qui doit déboursier tous les mois 2,5 milliards de livres (94 057 €)

le volume des prêts s'est effondré selon l'Association des banques du Liban.

L'actuel gouvernement de Najib Mikati a évalué les pertes du secteur financier à 69 milliards de dollars (63,5 milliards d'euros) avant d'entamer en janvier des négociations avec le Fonds monétaire international, qui ont abouti jeudi 7 avril à un accord de principe pour un plan d'aide de trois milliards de dollars.

« On ne peut plus payer depuis nos comptes », s'inquiète le père Batour, fatigué « de mendier son propre argent ».

pour les salaires des 791 employés de Jamhour, auxquels s'ajoutent des frais payables en dollars cash, comme le mazout pour les générateurs, ou le matériel scolaire. « Le résultat, c'est qu'on ne peut plus payer depuis nos comptes », s'inquiète le père Batour, fatigué « de mendier son propre argent ». « On est humiliés tous les jours de devoir négocier avec les banques qui rejettent la faute sur la Banque du Liban », lance le directeur.

La pression est identique dans le secteur de la santé. Yara en a fait la douloureuse expérience il y a un mois, quand son père, victime d'un malaise cardiaque, a dû être opéré en urgence. « Nous l'avons transporté

dans trois hôpitaux avant qu'il puisse être admis, raconte-t-elle. Le premier n'avait plus les moyens de faire des opérations, le deuxième nous a demandé 14 000 dollars cash pendant que mon père patientait aux urgences. » L'intervention d'un ami cardiologue permet finalement à elle et à ses frères de faire admettre leur père dans un troisième hôpital qui leur réclame, pour la même chirurgie, 6 000 dollars en espèces. « Si nous n'avions pas de rentrées en dollars, nous n'aurions jamais pu rassembler cette somme, s'émeut Yara. Ce qui est arrivé à mon père est une métaphore de ce Liban en décrépitude. »

« Tous les comptes sont bloqués, on ne peut pas disposer de l'argent qui rentre à la banque comme on veut, rebondit le docteur Georges Dabar, directeur médical de l'hôtel-Dieu de France, à Beyrouth, et tous nos fournisseurs exigent d'être payés en dollars cash. » Chaque lundi, l'établissement doit ainsi, faute de courant public, régler en espèces de 70 000 à 80 000 dollars de mazout. L'hôpital facture



désormais les frais médicaux en dollars. « Pour les personnes qui n'ont pas les moyens, on a créé un fonds social pour essayer de couvrir ces factures », indique le docteur Dabar.

L'économiste Kamal Hamdane voit dans cette logique de généralisation du cash une volonté de « pousser les Libanais à sortir les milliards de dollars qu'ils ont thésaurisés vu qu'il n'y a plus de confiance dans les banques ». Une stratégie visant à « gagner du temps, alors que les réserves de la Banque du Liban sont en chute libre et les banques en faillite ».

Jenny Lafond